

Communiqué de presse

Forum mondial sur la souveraineté alimentaire au Mali Des nouvelles règles de commerce ont été proposées pour combattre la faim dans le monde.

Le premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire Nyéléni 2007 s'est tenu du 23 au 27 février à Sélingué au Mali, organisé par Via Campesina, le ROPPA (organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest), les forums des pêcheurs, les Amis de la terre, Food and Water Watch (organisation de consommateurs) et la Marche mondiale des femmes. Ce sont plus de 500 participants qui s'y sont retrouvés, provenant de 80 pays différents.

La situation dramatique de l'alimentation mondiale et de l'agriculture paysanne est telle que tous les acteurs ont estimé indispensable de se réunir afin de définir une stratégie pour que chaque pays sur la planète retrouve sa souveraineté alimentaire : le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir eux-mêmes leur politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers. Que ce soit un pêcheur canadien, une paysanne colombienne ou un éleveur malien, les petits producteurs et productrices n'arrivent plus à survivre et à assurer l'alimentation de la population mondiale, sur le long terme.

L'accès aux ressources naturelles, la terre, les semences ou la mer, leur est toujours plus difficile, l'industrie s'en étant approprié. Comme en Argentine et Paraguay par exemple, où elle chasse les petits paysans de leurs terres pour planter du soja à grande échelle, destiné aux agrocarburants. En Indonésie, l'eau devient rare, parce qu'utilisée par les grandes entreprises qui produisent de l'huile végétale, au détriment des petits paysans qui, eux, ne peuvent compter que sur la saison des pluies pour faire pousser leurs maigres récoltes.

Les accords de libre-échange ainsi que la politique de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international favorisant l'agriculture industrielle imposent une concurrence déloyale à la production indigène. Karamoko Kané, riziculteur à Sélingué au Mali, se bat contre le riz importé de Thaïlande et du Vietnam, qui est un tiers moins cher le kilo que le riz local, sans compter les taxes et le transport.

Dans la déclaration finale, qui a été acceptée à l'unanimité après quatre jours des débats intenses, la défense de la souveraineté alimentaire doit être reconnue comme une stratégie politique incontournable : «Notre patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance ne peuvent être menacés.»

La visite du président malien au troisième jour du forum a montré que le dialogue avec les gouvernements est non seulement indispensable mais possible. Le Mali est en train d'ancrer le concept de la souveraineté alimentaire dans sa Constitution, tout comme le Sénégal, le Népal et le Venezuela, pays dont le président a même envoyé un message vidéo.

Dès leur retour, Valérie Thiébaud, d'Uniterre, Thomas Descombes, représentant les projets d'agriculture de proximité, et Tina Goethe, envoyée spéciale pour Swissaid et Alliance Sud, auront comme objectif de provoquer le débat sur la souveraineté alimentaire en Suisse. Uniterre s'est donné pour mission d'influencer la politique agricole suisse pour que la souveraineté alimentaire soit reconnue par ses représentants. Les projets d'agriculture de proximité sont, eux, une illustration concrète de la mise en application d'un certain nombre de principes développés dans le concept de la souveraineté alimentaire. Pour Swissaid, la souveraineté alimentaire des pays du Sud et le droit fondamental de se nourrir par ses propres moyens est au centre de sa campagne «La faim n'est pas une fatalité». Enfin, les 500 délégués ont appelé à la reconnaissance de la souveraineté alimentaire comme un droit humain inaliénable.

La Déclaration finale : sur www.nyeleni2007.org

<http://www.uniterre.ch/Dossiers/souvAlim.html>
www.nyeleni2007.org
www.swissaid.ch

Pour plus d'informations :

Thomas Descombes (Genève) : 078 842 83 50

Valérie Thiébaud (Neuchâtel) : 032 751 24 50 / 079 810 62 54

Tina Goethe, Swissaid (Berne) : 076 516 5957 / 031 350 53 75